

Les Précurseurs

Au cours de cet admirable livre que sont les *Mémoires* de Pierre Kropotkine, des figures apparaissent, énergiques et pensives, devant lesquelles j'aime à m'arrêter. Ce sont celles des trois militants principaux de cette Fédération jurassienne de l'Internationale, où s'ébauchèrent, après 1871 et 1872, les premières formules de l'anarchisme, — Adhémar Schwitzguébel, graveur en montres, Auguste Spichiger, guillocheur, et James Guillaume, à la fois typographe et professeur.

De tels hommes, pionniers d'une aussi grande idée, méritaient de n'être pas oubliés. Kropotkine les a fait revivre et, avec eux, le mouvement social auquel ils furent intimement mêlés, ces luttes passionnées où se heurtèrent pour la première fois, au sein du socialisme, autoritaires et libertaires. Mais ce n'était pas encore assez ; bientôt ces mêmes hommes et ces mêmes choses revivront de nouveau, et cette fois entreront dans l'histoire grâce à cette *Internationale, documents et souvenirs*, que prépare actuellement James Guillaume et que nous avons annoncée ici même.

En attendant cette œuvre considérable, je voudrais résumer en cet article la petite brochure que notre vieux camarade Guillaume publia naguère à Neuchâtel sous ce titre: *Le collectivisme de l'Internationale*. C'est un abrégé substantiel et attachant, où l'auteur a « voulu, nous dit-il, montrer comment la théorie « collectiviste » — c'est-à-dire « communiste non autoritaire » — s'est formée ; montrer quels sont ceux qui, dans la Suisse française, l'ont adoptée et propagée, et quels sont ceux qui l'ont combattue ; montrer enfin, par des citations authentiques, quelles furent la largeur d'idées et la générosité de sentiments de cette Fédération jurassienne de l'Internationale, tant calomniée, qui a toujours recommandé et pratiqué la solidarité entre tous les exploités dans la lutte contre les exploités, sans avoir égard aux divergences doctrinales ».

— Mais d'abord une remarque s'impose.

James Guillaume, historien, est resté fidèle à la terminologie internationaliste. Ce qu'il nomme collectivisme, c'est pour nous le communisme libertaire tel, ou à peu près tel que nous le défendons aux

Temps Nouveaux et que le défendent, à Genève, nos camarades du *Réveil* ; ce qu'il nomme communisme, c'est aujourd'hui, très exactement, le collectivisme d'Etat d'un Jules Guesde ou d'un Paul Lafargue. Ce n'est pas le lieu de faire savoir comment le communisme s'est transverbé en collectivisme et réciproquement ; qu'il suffise de dire qu'il y a là le résultat d'une fraude commise, voici vingt-cinq ans, par les premiers politiciens du socialisme.

L'Association internationale des travailleurs, fondée à Londres, le 28 septembre 1864, n'avait que quelques mois d'existence lorsque se constituèrent les premières sections de la Suisse romande. Petits bourgeois et prolétaires s'y coudoyaient, fraternisant dans un socialisme sentimental et confus. Le premier congrès général (Genève, 1866) attesta l'influence considérable que les mutuellistes, ces disciples étroits du grand Proudhon, exerçaient alors sur l'esprit de l'Association. Mais dès le second congrès (Lausanne, 1867), la question gordienne de la propriété ne put plus être éludée.

César de Paepe, délégué belge, empruntant à Colins une de ses formules, se déclara « pour l'entrée du sol à la propriété collective ». Il fut combattu avec vigueur, au nom de la liberté, mais toutefois la question fut inscrite à l'ordre du jour du congrès suivant.

Ce congrès fut celui de Bruxelles (septembre 1868). Après d'amples débats, trente voix contre quatre et quinze abstentions votèrent la socialisation des mines, des chemins de fer et des voies de communication, du sol arable et des forêts.

Les sept délégués jurassiens, manquant d'instructions spéciales, avaient été à Bruxelles au nombre des abstentionnistes ; mais dès leur retour en Suisse, l'idée de la propriété collective fut mise à l'étude dans toutes les sections ; partout le débat du congrès se répéta, s'approfondit, et bientôt à Genève, à Saint-Imier, au Locle, les collectivistes convaincus abondèrent.

A la Chaux-de-Fonds au contraire, le docteur Coullery, rédacteur à la *Voix de l'Avenir*, défendait désespérément la propriété individuelle ; il y devait perdre peu à peu toute son influence d'orateur et d'écrivain.

On le vit bien le 3 janvier 1869, quand les sections de la Suisse française s'unirent pour former la Fédération romande. Le premier acte de celle-ci fut d'abolir la *Voix de l'Avenir*, que *L'Égalité* remplaça tout aussitôt. *L'Égalité*, à Genève, et *Le Progrès*, que rédigeait James Guillaume au Locle, firent une ardente propagande pour le collectivisme et pour l'action de classe. C'est au cours de cette campagne que Michel Bakounine apporta à *L'Égalité* le précieux appoint de son intelligence hardie et de sa vaste

culture ¹. Coullery, de son côté, poursuivait dans la *Montagne* son plaidoyer pour la propriété. Les esprits s'échauffèrent.

Le 30 mai de cette même année 1869, un grand meeting des sections du Locle, de la Chaux-de-Fonds et du Val de Saint-Imier fut convoqué pour traiter publiquement le passionnant problème. A la presque unanimité, ce meeting, qui se tint au Crêt du Locle, donna raison à *L'Égalité* et au *Progrès*.

Le quatrième congrès de l'Internationale s'ouvrit à Bâle trois mois plus tard. Un nouveau débat sur la propriété aboutit à cette résolution:

« Que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire rentrer le sol à la collectivité. »

Il y eut 54 pour, 4 contre et 13 abstentions ; sur les onze délégués romands, deux seulement s'abstinrent, neuf prirent rang dans la majorité collectiviste.

L'idée de la propriété sociale triomphait. Mais James Guillaume remarque fort justement que la majorité socialiste se partageait dès alors en deux courants distincts. D'une part, c'était le courant communiste autoritaire, composé d'Allemands et de Suisses allemands ; de l'autre, le courant anti-autoritaire, de beaucoup plus fort, avec De Paepe, le relieur Varlin, Bakounine, avec tous ceux qui se déclaraient an-archistes, conformément à l'orthographe proudhonienne.

— « An-archie, s'écriait De Paepe, dans un éclair d'enthousiasme, An-archie, rêve des amants de la liberté intégrale, longtemps les hommes t'ont calomniée et indignement outragée ; dans leur aveuglement, ils t'ont confondue avec le désordre et le chaos, tandis qu'au contraire le gouvernement, ton ennemi juré, n'est qu'un résultat du désordre social, du chaos économique, comme tu seras, toi, le résultat de l'ordre, de l'harmonie, de l'équilibre, de la justice. Que ton rêve arrive, An-archie ! » Ce sont ces an-archistes de 1869 qui, pour se distinguer des communistes d'Etat, baptisèrent leurs doctrines anti-autoritaires du nom de collectivisme.

Ainsi, le mutuellisme des proudhoniens, le collectivisme des an-archistes et le communisme des autoritaires se partageaient en 1869, après le congrès de Bâle, les effectifs de l'Internationale. C'est presque intégralement que la Fédération romande était collectiviste anarchiste ; mais si vivement attachée qu'elle fût à ses doctrines à elle, il ne lui paraissait pas que des divergences toutes théoriques pussent diviser jamais des hommes qui poursuivaient également tous l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

¹ C'est là qu'il donna cette série d'articles: « Les Endormeurs », que le groupe des E. S. R. I. a depuis rééditée, en une de ses brochures les plus intéressantes.

Aussi son effort propre consistait-il, avant tout, à rechercher des bases d'entente et de coopération entre les diverses fractions socialistes, et tandis que James Guillaume, dans le *Progrès* du Locle, tendait aux mutuellistes une main fraternelle, il témoignait par ailleurs aux communistes allemands, disciples de Lassalle et de Marx, une cordiale sympathie. Il n'était pas un Jurassien qui n'accordât au Conseil général de l'Internationale la plus entière confiance et qui ne tînt en haute estime la grande intelligence théoricienne de Marx. « Le Conseil général, nous dit Guillaume, composé presque entièrement de communistes, nous semblait notre allié naturel contre les tendances bourgeoises de la "fabrique" de Genève et les ouvriers de quelques autres villes suisses ; et le nom de collectivistes que nous nous donnions ne nous paraissait pas désigner une doctrine sensiblement différente de celle du Conseil général. »

Marx lui-même n'avait-il pas écrit que dans une société socialiste, où les classes auront disparu, il n'existera plus d'autorité politique, plus de gouvernement, plus d'Etat ? Qu'est-ce qui séparerait donc, au fond, collectivistes et communistes, sinon des mots, rien que des mots ? L'entente n'était donc pas seulement désirable, elle était possible et les Jurassiens s'y efforçaient de toute leur énergie.

Comment se fit-il que, croyant aller à l'entente, ce fut à la scission qu'on aboutit ? La « fabrique » est, à Genève, l'industrie horlogère-bijoutière, dont les membres étaient, vers 1870, animés d'un détestable esprit petit bourgeois. Ils blâmaient l'Internationale d'oser agiter des problèmes aussi compromettants, aussi peu électoraux que ceux de la propriété et de l'héritage, et toutes leurs espérances d'avenir se bornaient stupidement à la prise de possession du pouvoir. Aux élections genevoises de novembre 1869, ils s'allièrent au parti radical, mais en vain : les conservateurs l'emportèrent.

Leur dépit en fut des plus vifs et la lutte sourde qu'ils menaient depuis longtemps contre le collectivisme outrancier, entra dans une phase aiguë. Ils eurent à leur tête l'avocat russe Outine, « un vulgaire charlatan » qui devait, quelques années plus tard, sombrer dans la trahison. En janvier 1870, la coterie genevoise réussissait à s'emparer de *L'Égalité*, dont Outine allait modifier totalement le caractère ; en même temps elle s'alliait à Coullery, dont les partisans étaient encore nombreux à la Chaux-de-Fonds.

C'est dans cette dernière ville qu'eut lieu, le 4 avril 1870, le second congrès de la Fédération romande. Outine et Coullery y furent mis en minorité et se retirèrent immédiatement.

Mais leur revanche fut prompte autant que mesquinement méchante. Ils firent fermer la salle des délibérations et les collectivistes, n'en ayant pu

trouver d'autre, furent obligés de se disperser. Ce fut la fin de la Fédération romande.

L'importance du conflit romand, c'est qu'il n'était pas purement régional. Il allait se répéter dans l'Internationale tout entière ; c'était un conflit de principes bien plus encore que de personnalités.

Six mois ne s'étaient pas écoulés depuis la chute de la Fédération romande que la guerre franco-allemande éclatait. Outine et Coullery s'en désintéressèrent, mais les collectivistes manifestèrent très haut leurs sympathies françaises.

— « Parlerai-je, dit James Guillaume, du mouvement révolutionnaire qui fut tenté à Lyon, le 28 septembre, et dont les *Lettres à un Français*², imprimées à Neuchâtel, avaient développé à l'avance le programme ? Dirai-je la part qui fut prise par bon nombre des nôtres à la lutte soutenue par la Commune de Paris, de mars à mai 1871 ? notre envoi d'un délégué à Paris, dès le lendemain du 18 mars, porteur d'une missive à Varlin ? notre tentative de former une légion composée d'une partie des volontaires garibaldiens qui venaient de lutter si vaillamment contre les armées allemandes ? notre concours donné à ceux qui préparèrent des soulèvements ici ou là ? Et ensuite, quand le prolétariat parisien eut été vaincu et massacré, nos efforts pour aider au sauvetage des survivants ? »

« On comprend, ajoute James Guillaume, que lorsque les réfugiés de la Commune de Paris et des autres villes de France arrivèrent en Suisse dans l'été de 1871, et se trouvèrent en présence des deux camps entre lesquels l'ancienne Fédération romande était partagée, leur choix fut vite fait. Ils virent immédiatement de quel côté étaient leurs amis, et ils vinrent à nous. Ils y vinrent tous, sans exception.

Et ce ne fut pas une communauté de doctrine théorique qui les décida à se joindre à nous, et non aux anti-collectivistes : ce fut tout simplement le sentiment de la solidarité révolutionnaire. Et cette fusion entre la proscription française et les socialistes du Jura devait être aussi profitable aux uns qu'aux autres, par l'occasion qu'elle leur fournit d'un fécond échange d'idées. »

On pouvait espérer que le Conseil général de l'Internationale s'abstiendrait de prendre parti dans la scission romande. Loin de là, les intrigues d'Outine trouvèrent en Marx et en Engels de véritables complices. Dès le 28 juillet 1870, le Conseil avait osé prononcer que la majorité collectiviste de la Chaux-de-Fonds était purement nominale. Une année après, en septembre 1871, il réunissait à Londres une conférence privée, laquelle ratifia la déclaration du 28 juillet 1870 et, pour renforcer la

² Par M. Bakounine.

puissance du conseil, l'autorisa à remplacer dorénavant les congrès par de nouvelles conférences privées.

Cette fois, c'en était trop. C'était un coup à l'autonomie des sections et des fédérations de l'Internationale. Les *internationaux* jurassiens bondirent sous l'insulte et se préparèrent à la défense.

Schwitzguébel, secrétaire correspondant, convoqua un congrès des sections jurassiennes pour le dimanche 12 novembre 1871, à Sonvillier. Huit sections s'y firent représenter. Ce congrès mémorable, qui eut lieu sous la présidence de Spichiger, déclara dissoute l'ancienne Fédération romande, à laquelle il substitua immédiatement la FÉDÉRATION JURASSIENNE ; mais surtout il écrivit une circulaire « à toutes les fédérations de l'Internationale ». Il y réclamait la convocation à bref délai d'un congrès général « pour maintenir le principe de l'autonomie des sections et faire rentrer le Conseil général dans son rôle normal, celui d'un simple bureau de correspondance et de statistique ». Au nombre des seize signataires de cette circulaire, on remarque Jules Guesde, journaliste, délégué, avec M. Joukovsky, de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève. L'homme qui devait devenir le plus ardent dénonciateur des anarchistes a commencé dans l'anarchie A Londres, il fallut bien céder. On le fit, du reste, avec des arrière-pensées. Un congrès fut convoqué pour le 2 septembre 1872, mais on en fixa le siège à la Haye, à deux pas de Londres et de l'Allemagne marxiste et, au moyen de délégués de paille, on s'assura à l'avance d'une majorité. C'est ainsi qu'on put faire décréter l'expulsion de Bakounine et de James Guillaume. Toutefois, cet autoritarisme impudent fut loin de porter bonheur aux marxistes.

La France, la Belgique, la Hollande, l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, l'Amérique s'insurgèrent contre les décisions de la Haye ; Eccarius et Jung, ces deux amis de jeunesse de Marx, l'abandonnèrent, en déplorant l'aveuglement de cette âme rancunière.

L'année suivante, à Genève, un congrès des fédérations autonomistes de l'Internationale prononça la suppression pure et simple du Conseil général et réforma les statuts dans un sens libertaire : « Nulle doctrine officielle ne fut imposée à personne ; nulle tactique ne fut déclarée obligatoire à l'exclusion de toute autre. » James Guillaume termine son intéressant opuscule en montrant comment la Fédération jurassienne sut appliquer ces principes d'autonomie et de solidarité pour lesquels elle avait tant lutté et que consacra en 1873 le congrès de Genève.

Jamais les Jurassiens, même au lendemain des plus violentes querelles, ne se laissèrent aller à la rancune. Tout leur effort, toujours, fut tendu vers l'apaisement : « Souvenez-vous, disait, après la scission de la Chaux-de-Fonds, la *Solidarité*, leur organe, que, malgré nos dissidences, nous sommes

tous des internationaux ; et tout en vous organisant chez vous comme vous l'entendrez, maintenez entre votre fédération et la nôtre, un lien qui nous permette d'être unis en face de l'ennemi commun, la bourgeoisie. »

Qu'est-ce qui séparait donc les Jurassiens des autres internationaux suisses, de ceux de Zurich et de Genève, par exemple ? C'était la solution qu'ils avaient, pour leur compte, donnée à la question du parlementarisme. Les socialistes devaient-ils prendre part aux élections politiques, envoyer des camarades dans les corps élus et participer ainsi au gouvernement bourgeois ?

A ces questions de tactique, les Jurassiens répondaient : « La participation des ouvriers au scrutin, en Suisse, n'a jamais abouti qu'à des alliances de dupes avec l'un ou l'autre des partis bourgeois.

« Qu'on nous démontre qu'il peut en être autrement ; qu'on nous démontre que l'élection de candidats réellement socialistes est possible en Suisse sans compromis avec la bourgeoisie, et que cette élection n'aurait pas pour résultat de fortifier le régime gouvernemental et autoritaire ; qu'on nous démontre que par ce moyen nous arriverons plus tôt à détacher le peuple des partis bourgeois et à le préparer à la révolution sociale, que nous ne pouvons le faire par la presse, par les meetings et par l'organisation corporative, — et dans ce cas nous sommes prêts à aller voter ³. »



Aujourd'hui, la Fédération jurassienne, épuisée par ses luttes, est morte ; beaucoup de ses militants sont morts. Mais son esprit s'est conservé, fortifié, précisé dans l'anarchisme, tel que l'ont peu à peu dégagé et formulé un Kropotkine, un Reclus, un Malatesta, un Grave et tant d'autres théoriciens qui furent aussi des hommes d'action. Le débat entre participationnistes et abstentionnistes se poursuit aujourd'hui avec l'acharnement d'autrefois. Mais les abstentionnistes que nous sommes possèdent, pour étayer leur certitude, mieux que des arguments de pure logique. Ils ont des faits ; ils ont vingt-cinq années d'histoire socialiste.

Oui, c'est à présent l'expérience qui dénonce la participation au pouvoir comme un mal pernicieux et mortel, pour un parti qui prétend faire de l'entière destruction de l'ordre bourgeois le but de son effort. Ministérielle ou parlementaire, ou simplement municipale, quel que soit son visage ou quel que soit son masque, la participation, — qui substitue à la lutte *contre* le pouvoir, principe éminent, essentiel du socialisme, la lutte *pour* le pouvoir, toutes les malsaines compétitions électorales — fortifie ce que le

³ *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 28 janvier 1871.

problème est justement d'abattre et ne peut pas être l'instrument de la révolution sociale.

Voter n'est point agir au surplus : c'est déléguer, pour agir à sa place, quelqu'un qui n'est le plus souvent qu'un politicien professionnel perdu déjà de compromissions et de complicités, c'est aliéner ainsi son droit personnel, permanent, à l'action politique, ou, comme disent les juristes, sa part de souveraineté.

Qu'a-t-il besoin du bulletin de vote, celui qui pense et qui agit par lui-même, qui ne veut ni donner ni recevoir de règles, le militant de toutes les heures, le propagandiste de toutes les minutes, l'homme véritablement libre, — l'éternel révolté ?

Pour lui, l'abstention électorale est bien loin de constituer une abdication hautaine devant le mal, un renoncement à toute action politique. Il signifie par elle son refus de concourir au gouvernement et de sanctionner de son vote l'oppression politique et toute l'iniquité sociale. Cette abstention-la ressemble à la grève, au refus des travailleurs de concourir à la production et de sanctionner, en travaillant, tout le système d'exploitation capitaliste ; elle est révolutionnaire au même titre que la grève, — la grève des poings tendus, non celle des bras croisés.

L'abstention n'est point l'action, objectent nos adversaires. Sans doute, mais elle en forme en quelque sorte l'introduction nécessaire ; elle est la porte ouverte sur l'action, l'action directe de propagande, d'organisation ou de révolte.

Voilà ce que les ouvriers révolutionnaires commencent aujourd'hui à comprendre et à vouloir réaliser, tandis qu'ils se détournent du suffrage universel et des politiciens. L'inoubliable honneur des hommes de la Fédération jurassienne sera de l'avoir compris les premiers.

AMÉDÉE DUNOIS.